

SALAIRES

SI LE 17 MARS
ON NOUS PROPOSE
DES CLOPINETTES...

ALORS



Nos salaires sont bloqués depuis 6 ans et notre pouvoir d'achat est en baisse continue depuis près de 15 ans. Or, le gouvernement s'est engagé à ouvrir des négociations salariales. Ce rendez-vous aura lieu le 17 mars.

⚡ Pour notre part, l'enjeu est clair : la ministre de la Fonction publique doit proposer aux fonctionnaires, dont les enseignants, un dégel significatif de nos salaires.

⚡ Dans le cas contraire, à savoir le maintien du gel ou simple mesure symbolique, nous répondrons immédiatement par l'action le 22 mars, avec l'ensemble des fonctionnaires, pour que le gouvernement revienne à la hausse ses propositions pour nos salaires.

LE 17 MARS, ON NE VEUT PAS DES CLOPINETTES

- Après 6 ans de gel de nos salaires et la hausse des cotisations retraites, un enseignant en milieu de carrière a perdu l'équivalent de 190 euros par mois soit une **perte de 8%**.
- Alors quand la ministre de la Fonction publique laisse entendre que pour le rendez-vous salarial du 17 mars ses marges de manœuvre se situent entre **0 et 0,3% d'augmentation**, le compte n'y est clairement pas.
- Cela ne comble même pas l'**augmentation de 0,4% de nos cotisations** retraites au 1^{er} janvier 2016 qui représente un nouveau coup de rabot de 10 euros par mois pour un salaire de 2400 euros.

UNE REVALORISATION SONNANTE ET TRÉBUCHANTE, C'EST POSSIBLE

- Selon la Cour des comptes, une hausse immédiate de 1% de la valeur du point d'indice pour tous les fonctionnaires représente 1,75 milliard d'euros; 2%, c'est 3,45 milliards d'euros.
- Cette année, le gouvernement a versé ou non prélevé aux entreprises 33 milliards d'euros via le pacte de responsabilité, sans aucune contre-partie en matière d'emploi.

↪ **CONCERNÉS AU PREMIER CHEF.** En tant que fonctionnaires, les enseignants des écoles sont concernés au premier chef par un déclasserement salarial unanimement reconnu. Dans la continuité de la Journée de mobilisation du 26 janvier, nous continuons d'agir pour la revalorisation du point d'indice et celle d'une ISAE à 1200 euros pour tous dont le sujet doit être prochainement discuté à l'Éducation nationale.

UN APPEL UNITAIRE POUR LE 22 MARS

C'est l'ensemble des organisations de fonctionnaires, CGT, CFDT, CGC, FA-FP, FSU, Solidaires et UNSA qui demandent que le rendez-vous salarial débouche sur des mesures fortes pour les agents publics. Si les propositions du gouvernement étaient trop éloignées des personnels, elles en appelleraient à la mobilisation, y compris par la grève et les manifestations.